

ANNIVERSAIRE

Le 25 avril au Portugal: 5 ans après



Le traumatisme portugais

Cinq années après les opérations de commandos déclenchées par les militaires regroupés dans le mouvement des forces armées (MFA), qui mettaient fin à un demi-siècle de dictature, ce pays semble retombé dans une sorte de torpeur, faite de mélancolie, de nostalgie sur fond de crise économique, et souvent de misère, mais avec le sentiment très fragile d'avoir échappé pour l'instant à un coup d'état militaire en sens inverse.

Les lendemains à Lisbonne ont le visage ténébreux de l'inconnu, et naturellement ils invitent plus à profiter du jour le jour, à se laisser porter par l'immobilisme ambiant, qu'à se lancer dans une reconquête de l'histoire, collective et individuelle. Si l'heure est encore au refoulement, les lézards qui parcourent l'ensemble du corps social, restent encore nombreuses. Comme si le pays était en escale, entre deux aventures, entre deux voyages.

Mais qui se souvient encore du Portugal, autrement que sous la forme pourrissante d'une nouvelle désillusion de l'histoire ? Dans la chronique des années de cendres, cette révolution avortée a pris sa place chronologique entre le Chili et le Vietnam. Et sans doute, l'Iran. A ceci près, que

cette révolution n'avait rien d'exotique, qu'elle se produisait sous nos yeux, à la lisière occidentale de l'Europe, à une journée de train de Paris, de Milan et guère plus de Francfort. L'Europe gauchiste et contestataire, mais aussi l'Europe centriste et « libérale », l'Europe communiste, l'Europe socialiste et l'Europe fasciste ont défilé à Lisbonne, intriguant et pesant sur les événements, cherchant leurs militaires et leurs partis respectifs dans la tourmente d'un processus révolutionnaire dont justement l'Europe se croyait jusqu'alors immunisée. Une multitude de stratégies européennes se sont alors croisées et affrontées sur les bords du Tage, pas toujours, loin de là, au profit des Portugais qui avaient hérité en plus de leurs difficultés, des phantasmes européens, des théories des uns et des autres.

Dans quelques semaines l'Europe naîtra sur les fonds baptismaux du suffrage universel, officialisant et généralisant des états de fait.

L'échec portugais aura vraisemblablement permis que la cérémonie européenne se tienne à l'heure, libérant ses parrains des angoisses contagieuses qu'ils concevaient à l'égard d'une révolution. En 1975, les événements du 25 novembre, mettaient un terme à cette expérience tordue, par de nombreux aspects paradoxale, mais

incontestablement révolutionnaire. L'Europe enfin normalisée de l'Atlantique au rideau de fer, pouvait enfin se lancer dans des constructions plus hardies.

Au milieu d'une extraordinaire invention révolutionnaire les Portugais ont dû subir les dernières ratées théoriques du gauchisme occidental et les dernières pratiques d'un stalinisme qui paraissait sortir tout frais émoulu des congrès moscovites de la 3ème internationale. Ce n'est pas tant la nécessité d'une révolution, d'un bouleversement social, politique et culturel qui est mort au Portugal en 1975, que 50 années de doctrines figées. Leur effondrement a fait un bruit d'enfer dans les esprits, précipitant ici et là dans l'aventure philosophique, une cohorte d'arrivistes. Il était normal que ceux qui auraient le plus à en souffrir seraient les Portugais eux-mêmes, pour qui l'événement fut un véritable traumatisme, dont ils ne sont toujours pas remis. Du moins libérés.

Pour parler de ce Portugal-là nous avons demandé à trois de ses acteurs, un ancien ministre, un ancien responsable militaire et un journaliste toujours en poste, tous « apartidaires », de témoigner sur ce moment singulier.

S.J.

Les mythologies portugaises

par Joao Martins Pereira

Ancien responsable de l'industrie, pendant la période révolutionnaire, Joao Martins Pereira, s'en prend dans cet article aux mythologies de gauche et de droite, qui selon lui caractérisent la situation portugaise. Et part en guerre contre les unes et les autres. L'espoir est à ce prix.

La composition de la commission officielle chargée d'établir le programme des festivités pour la commémoration du cinquième anniversaire du 25 Avril donne une idée de ce que l'on peut attendre de cet événement : une simple date, vidée de contenu, de tout sens politique, une institution. Côte à côté, le major Vasco Lourenço, un des capitaines d'Avril, et Proença de Carvalho, ministre de la Communication sociale, avocat des grands patrons « spoliés par la révolution » et assez largement suspecté d'être entré au gouvernement pour obtenir une concession de jeu destinée à un groupe hôtelier, dont il fut le P.D.G. jusqu'à sa nomination ministérielle.

Déjà pendant l'été 75, les deux hommes étaient déjà rassemblés contre « les excès de la Révolution », contre « la dictature du Parti communiste », incarnée selon eux par le gouvernement de Vasco Gonçalves. Proença de Carvalho n'a pas changé : il poursuit toujours sa croisade anticommuniste dans le secteur de l'information étatisée, c'est-à-dire la radio, la télévision et la

presse, en faisant taire tout ce qui pourrait subsister de voix de gauche, et Proença de Carvalho a une conception très large de la gauche.

Vasco Lourenço, comme tous les capitaines d'Avril, est devenu une sorte de mythe vivant. Et à ce titre, avec ses amis du groupe Melo Antunes, il est aujourd'hui considéré comme l'un des principaux remparts de la gauche au sein du non moins mythique Conseil de la révolution, qui doit faire face inlassablement aux attaques de la droite portugaise.

Plus que des idéologies, ce sont des mythologies qui s'affrontent au Portugal. C'est en effet autour de mythes que la droite, aussi divisée et impuissante que la gauche, cherche comme elle d'ailleurs, à se rassembler autour de mythes, qui jusqu'ici l'ont empêché « d'apprendre le capitalisme ». Ce penchant irrésistible à fuir les réalités est sans doute l'héritage le plus lourd de conséquences que nous ait légué le fascisme.

On se bat pour ou contre la constitution, pour ou contre les nationalisations, pour ou contre la Réforme agraire, pour ou contre le Conseil de la révolution. La gauche est pour par principe, et la droite contre. Egalement par principe.

A gauche, on ne cesse par exemple d'évoquer une « majorité de gauche » pourtant impossible. Certes, elle existe sur le papier, en additionnant les députés socialistes et communistes. Mais chacun sait bien que le rapport réel des forces ne permettrait pas à un gouvernement s'appuyant sur telle majorité, d'exercer le

pouvoir. Chacun sait encore que le PS lorsqu'il a été au gouvernement, a fait une politique de droite, s'est appuyé exclusivement sur des alliances de droite, et a donné une telle image d'opportunisme, d'arrivisme, de corruption qu'elle a très défavorablement marqué la gauche portugaise, du moins si l'on persiste à ranger le PS à gauche.

Le Parti communiste portugais ? Personne n'a oublié ses campagnes contre la Constitution en 1975, son opposition systématique aux initiatives populaires de base, dont les fameuses « commissions de travailleurs » et « le contrôle ouvrier » dont il fait aujourd'hui « l'une des grandes conquêtes de la Révolution », son sectarisme borné, son incroyablement capacité d'« appropriation » et de « manipulation » qui lui permet d'identifier la lutte contre la réforme agraire avec l'anticommunisme.

Cette « gauche » qui est apparemment plus unie que la droite, n'est plus qu'un faux semblant tactique qui mime une aspiration au pouvoir en essayant de tromper tout le monde. Elle échoue dans cette entreprise comme dans les autres.

une bourgeoisie revancharde

La droite, quant à elle, n'est pas non plus l'expression d'une bourgeoisie déterminée, sachant exactement ce qu'elle veut. Jusqu'à présent, elle n'a exercé le pouvoir que par personne interposée. D'abord par l'intermédiaire du PS, puis avec un gouver-

Suite p.14●●●

Qui a peur du MFA?

par le Major Oscar de Abril

L'auteur de cet article fut l'un, sinon le principal stratège du 25 avril 1974. Pour des raisons qui tiennent à son statut actuel dans l'armée, il a été obligé de prendre un pseudonyme. Il était le 22 avril, dimanche dernier, l'une des vedettes du banquet officieux organisé par les anciens du MFA et qui a rassemblé plus de 1000 officiers des trois armes, en présence de l'ancien président de la République, le Général Costa Gomes.

A la veille des commémorations du cinquième anniversaire du 25 Avril, la droite multiplie les tentatives visant non plus à les empêcher, mais à en évacuer toute l'émotion dont est chargée cette date pour les militaires progressistes qui ont participé activement ou adhéré joyeusement à la révolution portugaise.

Un hebdomadaire à grand tirage de la droite portugaise n'hésitait pas à publier récemment un long article soulignant, avec une incroyable démagogie, qu'on allait dépenser plusieurs millions d'escudos pour commémorer une date controversée dans un pays en proie à une grave crise économique et où des enfants tremblent de froid et mourant de faim demandent la charité dans les rues de Lisbonne.

D'autres journaux à grands tirages et totalement contrôlés par la droite (ils sont aujourd'hui l'écrasante majorité), en ont fait autant. Et il va sans dire que leur prose aurait été différente s'il s'était agi des commémorations du 28 mai 1926.

Les chefs d'état-major qui dominent aujourd'hui l'appareil militaire en sont réduits à tenter par tous les moyens de démobiliser les officiers et les sergents afin qu'ils ne participent pas aux commémorations officieuses du 25 Avril (1) : ils n'ont pas encore en effet la force d'interdire aux cadres militaires d'y participer.

Mieux : Sotto Cruz, notoire trafiquant d'armes et de bateaux promu amiral et nommé chef d'état-major de la Marine par le Conseil de la révolution (C.R.), juste après le 25 novembre 1975, imposé par Eanes, contre l'avis de la majorité du C.R., au poste de vice-chef d'état-major général des Forces armées, a envoyé un message confidentiel aux chefs d'état-major de trois armes, pour leur signifier que les Forces armées n'étaient à l'origine d'aucune commémoration non-officielle du 25 avril — déjeuner ou dîner — compte tenu de l'effet

Curieusement, les journaux et revues de droite écrivaient pendant ce temps que les conseillers de la Révolution appartenant à la ligne Mélo Antunes étaient interdits d'entrée dans les unités de l'armée où ils créaient une « mauvaise ambiance ».

Tels sont quelques-uns des innombrables faits qui prouvent que, sous une tranquillité de façade, les choses recommencent à bouger et que les cadres militaires les plus jeunes n'acceptent la nouvelle hiérarchie qu'en apparence.

Les « jeunes capitaines » d'Avril n'étaient, politiquement pas prêts à assumer les responsabilités énormes de l'après-25 Avril. Et ils ne désiraient d'ailleurs rien d'autre que la fin du régime dictatorial et son remplacement par une démocratie bourgeoise parlementaire calquée sur le modèle européen : cela ne les a évidemment pas préparés à accepter facilement les excès et les violences inhérents à toute révolution qui se respecte... même si au Portugal, ceux-ci ont été très limités et extraordinairement mesurés.

Appartenant par option ou par origine de classe à une couche sociale petite bourgeoise, placés dans la situation inconfortable de diriger un processus qui leur a rapidement échappé, la majorité des jeunes capitaines du MFA n'a pas accepté les chemins difficiles mais exaltants de la révolution prolétarienne. Et cela en dépit d'une mentalité ouverte et progressiste.

Pour les plus honnêtes et les moins opportunistes, le 25 novembre — auquel ils ont partici-

pé activement et consciemment — était l'étape nécessaire à partir de laquelle la révolution pourrait aboutir mais, de manière ordonnée, contrôlée, hiérarchisée et disciplinée, au fameux « socialisme en liberté » préconisé par Mario Soares.

Ces officiers, ces sergents, savent aujourd'hui qu'ils ont été naïfs... et trompés. Ils sont complètement désillusionnés.

La droite militaire, qui avait traversé craintive et à genoux, une période révolutionnaire turbulente, a ressurgi, triomphaliste et la tête haute.

Rapidement, et avec la bénédiction des chefs d'état-major, ils se sont emparés de l'appareil militaire. Un opportunisme nouvelle manière s'est installé : la persécution politique féroce des militaires progressistes révolutionnaires — « le revanchisme ».

Le retour à l'ordre, à la discipline, et à la hiérarchie, se fait par le biais d'une répression violente des travailleurs et des militaires. La peur s'est réinstallée. La réconciliation finalement n'arrive pas. Le tristement célèbre corps d'état-major réapparaît et reconquiert des positions fortes.

Avant le 25 Avril, le pendule de l'horloge du temps était bloqué à l'extrême-droite : Thomas et Marcelo (3), l'y ont maintenu des années. Après le 25 Avril, le balancement a été tel qu'il a presque atteint l'extrême-gauche. Le 25 novembre, il a de nouveau oscillé dangereusement vers la droite, poussé par la majorité des officiers du MFA, appuyé par toute la droite civile et militaire. Aujourd'hui, il y a des signes évidents que les militaires progressistes honnêtes des Forces armées portugaises, cherchent à le ramener encore une fois au centre. Qui sait si le balancement ne sera pas suffisamment fort pour dépasser le centre ?

Fin 1977, la domination absolue de l'appareil militaire par la hiérarchie traditionnelle, l'apathie et la démobilisation des jeunes cadres des trois armes, créaient des conditions extrêmement favorables à la réalisation d'un coup d'Etat militaire de droite. Ces conditions paraissent aujourd'hui avoir changé.

L'hebdomadaire *Expresso* publiait le 24 mars 79, un article intitulé : « Forces armées : une vulnérabilité dangereuse », et analysant les manifestations se déroulant au sein de l'armée. « Essayez de réunir les militaires portugais à travers ce qui les lie encore, conclut l'*Expresso*, et tentez d'oublier ce qui les a séparés. Proposez ensuite un retour au MFA et à la politique... et l'expérience peut s'avérer dangereuse. La désunion devenue union bâclée, fait parfois la force non démocratique »...

Tout cela pourrait être un symptôme du fait que, dans les rangs de la droite, l'insécurité, voire la panique, succèdent au triomphalisme de l'après-25 novembre. Partout en effet, on est en alerte contre la possibilité de réunification des militaires progressistes.

Qui a peur du MFA ?

Je ne crois pas que l'on puisse beaucoup douter de la bonne réponse.

Oscar de ABRIL

(1) Ces commémorations officieuses se résument... à un déjeuner annuel réunissant de nombreux militaires progressistes des trois armes !

(2) Americo Tomas, président de la République pendant le fascisme.

Marcelo : Marcelo Caetano.

••• Suite de la 13

nement d'« indépendants ». Il faut dire que cette bourgeoisie diverge par tous les bouts. Les anciens grands patrons de l'industrie et de la finance d'un côté, ont perdu leur pouvoir économique, de l'autre les petites et moyennes entreprises, habituées au protectionnisme et au paternalisme fasciste, parlent de « la libre entreprise » sans savoir en fait ce que cela veut dire. Mais aussi les anciens propriétaires fonciers, qui ne possèdent plus que des « réserves » de terre, et doivent côtoyer des fermes collectives et des coopératives qu'ils rêvent d'écraser un jour ou l'autre. Enfin les grands spéculateurs de l'immobilier paralysés par une demande qui va s'affaiblissant — les loyers lucratifs n'existent quasiment plus. Seuls des mythes et un sentiment commun de revanche peuvent rassembler ces forces disparates.

Naturellement, ils sont tous contre « les communistes », la Constitution, les nationalisations. Ils sont tous pour l'initiative privée, pour l'intégration dans la CEE, les indemnités aux « expropriés », la libéralisation de la législation sur les licenciements, etc. Mais, ils ne parviennent pour autant à se reconnaître dans le système des partis, ils ne parviennent pas à concevoir ce que représente un « jeu démocratique », ni même, en réalité, « le libre jeu du marché ». Mais surtout, ils n'arrivent pas à dépasser une idéologie petite bourgeoise de l'ordre, de la famille, de la patrie. Ils défendent une « morale » archaïque sans vraiment savoir comment se coltiner la question du « pouvoir ».

le risque du bonapartisme

C'est assez dire les risques immenses qui se profilent à l'horizon. Il n'est pas nécessaire d'avoir lu Gramsci pour comprendre que cette situation porte en germe un quelconque bonapartisme.

Et pourtant ! Ce moment plus que d'autres est propice à affronter la réalité sans complexe. La condition de l'espoir passe par une démythification générale, sinon un petit Bonaparte viendra en offrir à bon marché à une population qui aspire très profondément à sortir de ce marasme. C'est la tâche urgente. Malheureusement les partis de gauche ne sont pas en mesure de faire face à cette situation, ils n'entendent d'ailleurs même pas ce langage. Ils sont incapables de comprendre que les grandes masses se moquent ouvertement du jeu des partis.

Ce que les gens connaissent, c'est leur quotidien. C'est le seul niveau de pouvoir, si l'on peut dire, où doit se situer ce combat.

L'école, la Santé, la fausse morale, les luttes sans gloire qui disparaissent aujourd'hui derrière les mots d'ordre sommaires et mystificateurs — on crie par exemple : « A bas le gouvernement ! » comme si sa chute était la clé de tous les problèmes — les questions économiques du quotidien, les activités dites « culturelles », les problèmes de l'urbanisme, des jeunes, des vieux, les rapports entre les sexes, tout cela doit être repris et intégré dans une authentique perspective de « gauche », c'est-à-dire en toute transparence, en articulant les choses les unes aux autres d'une manière exigeante, en obligeant les gens à réfléchir, à découvrir les responsables du désarroi actuel et les profiteurs de ce « manque d'espoir ».

des racines vivantes

Cinq ans après le 25 Avril, le vrai, pas le mythique, l'expérience vécue par le peuple portugais est suffisamment riche pour tenter cette reprise en main. Pendant que « le milieu politique » se débat entre l'anticipation ou non des élections législatives et présidentielles, entre la légitimité ou non d'un référendum, entre

des projets de révision de la constitution, entre les tactiques d'alliance ou d'opposition avec ou contre tel ou tel parti, il est possible de s'attaquer aux fondements mêmes de ce « système », de faire de la subversion sans concessions, c'est-à-dire en n'épargnant pas pudiquement les partis dits de gauche. En un mot il faut reconstruire de toutes pièces une pensée politique de gauche. C'est seulement de cette manière que le 25 Avril ne serait pas une simple commémoration, ne deviendrait pas une case indifférente dans un calendrier.

Le 25 avril 1979 est là. J'écris quelques jours avant la date et je vois déjà le défilé militaire, la séance à l'Assemblée nationale, le discours très attendu du président de la République, mais aussi les milliers de petites fêtes populaires, de réunions, de dîners d'amis, d'anciens membres de comités de quartier, de commissions de travailleurs ou de soldats, où l'on reparlera des années exaltantes 74-75, comme si tout cela était définitivement mort.

Les quelques journalistes étrangers qui, presque par rituel, se déplacent encore au Portugal, n'auront aucune difficulté à écrire des articles dans ce style funéraire, et nostalgique, eux qui parfois, ont activement participé à cet élan révolutionnaire. Ils s'interrogent tout au plus sur le comment de cette situation, sur les raisons pour lesquelles ce peuple dont les vertus d'imagination et de libération ont été répandues de par le monde, a pu sombrer dans cette sorte d'hommage aux défunts. A moins s'ils restent jusqu'au 1^{er} mai, que les travailleurs portugais s'enivrent une nouvelle fois de lendemains qui ne chanteront vraisemblablement pas, dans un coude à coude ému qui ne durera que le temps d'une manifestation.

Pour ma part, je rends au 25 Avril l'hommage de penser et de croire qu'il est toujours vivant dans les profondeurs où il faut aller le rechercher muni des armes qu'il a lui-même forgées : l'imagination, l'esprit de libération, la capacité d'affronter les réalités, afin que notre destin ne nous échappe pas une nouvelle fois.

Joao MARTINS PEREIRA

Martins Pereira, ingénieur, fut secrétaire d'Etat à l'Industrie dans le gouvernement de Vasco Gonçalves qui succéda aux événements du 11 mars 1975. Foncièrement apartidairiste, il créa avec d'autres journalistes, l'hebdomadaire *Gazeta* qui cessa de paraître après une année d'existence par suite de difficultés financières. Auteur de plusieurs livres d'analyses économiques, l'un de ses ouvrages consacré au processus portugais : « O socialismo, a transição et o caso português » est actuellement en cours de traduction, et devrait paraître prochainement en France.

Manifestation de juillet 75 à Lisbonne : les militaires du COPCON y participaient.

